



Commune de PIGNANS
Département du VAR
Arrondissement de BRIGNOLES

ARRÊTÉ DU MAIRE

portant autorisation de voirie pour travaux VEOLIA rue de l'Environnement
du jeudi 16 octobre et le mardi 21 octobre 2025

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, Art. L2212.1 et 2,

Vu le Code des Communes (partie réglementaire),

Vu le Code de la Route,

Considérant la demande en date du 14 octobre 2025 de l'entreprise VEOLIA EAU-S.V.A.G., sise rue de la Création – ZAC de Nicopolis à – 83170 - BRIGNOLES, représentée par Monsieur Maurice MEIFFREN,

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation afin de procéder à des travaux de branchement sur le chantier de la Ressourcerie,

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise VEOLIA effectuera des travaux de terrassement sur conduite afin de réaliser le branchement EP et EU de la Ressourcerie sise rue de l'Environnement – Z.A. La Lauve Migranon, tel que présenté dans sa demande, en prenant soin de ne pas dégrader, de quelque manière que ce soit lesdites voies.

Aucuns gravats, ciment ou autres matériaux ne seront jetés ni déposés sur la chaussée et dans le pluvial.

Article 2 :

En raison de l'empiètement des travaux sur la chaussée, la circulation se fera en alternat visuel pendant la période d'intervention.

Article 3 :

La présente permission de voirie est valable du jeudi 16 octobre au mardi 21 octobre 2025 inclus (2 jours de travaux effectifs).

Article 4 :

Le balisage de sécurité et la signalétique seront mis en place, maintenus et retirés par l'entreprise VEOLIA qui sera et demeurera seule responsable de tout incident ou accident qui pourrait survenir du fait de ces travaux.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Capitaine commandant la communauté de brigades du Luc-en-Provence, Monsieur le responsable des Services Techniques communaux, Messieurs les agents de Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à PIGNANS, le 14 octobre 2025.

Le Maire : BRUN Fernand



Le Maire,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif de Toulon peut être saisi via l'application informatique « Télé recours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr